

La politique étrangère de la Russie depuis 1991.

DS 4

Vocabulaire/orthographe

Mainmise, soutien, pallier quelque chose, velléité, dislocation, inoffensive, ~~dominance~~/domination, ambigu/ambiguë, parmi.

FMI : le fonds monétaire international

Introduction

- **Accroche**, par exemple sur le monde « post occidental » souhaité par la Russie et la Chine lors de l'ouverture des JO de Pékin en 2022, soit l'expression d'une politique étrangère hostile aux Occidentaux.
- La **politique étrangère** d'un État désigne ses choix stratégiques et politiques en matière de relations extérieures, vis-à-vis donc du reste du monde. Autrement dit, c'est la politique menée par un État vis-à-vis des pays étrangers. Une politique étrangère peut prôner l'interventionnisme ou l'isolationnisme, le multilatéralisme ou l'unilatéralisme. Elle définit des alliés et des adversaires.
- **1991** : l'URSS se décompose en 15 républiques indépendantes, dont la **Russie**, capitale Moscou, qui apparaît comme l'État continuateur de l'URSS vis-à-vis du reste du monde, notamment parce qu'elle récupère le siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, et l'arme nucléaire. Malgré ces deux atouts indéniables, la Russie, vaste État à cheval sur les continents européen et asiatique, est alors en position de faiblesse sur la scène internationale, du fait notamment des difficultés économiques, ou de la dissolution du pacte de Varsovie. Dirigée par Boris Eltsine de 1991 à 1999, elle cherche à s'insérer dans la communauté internationale et donne des gages de multilatéralisme et de pacification. Aujourd'hui, en **2024**, la Russie est engagée dans une guerre contre l'Ukraine et son dirigeant depuis 1999, Vladimir Poutine, affirme une politique étrangère agressive, notamment envers les Occidentaux, tout en cherchant à renforcer l'axe Pékin/Moscou. Sur la scène mondiale, européenne ou moyen-orientale, la Russie entend réaffirmer sa puissance et met en place des stratégies offensives, notamment depuis 2013-2014 : 2013 est l'année de l'engagement militaire russe en Syrie, 2014 est l'année de l'annexion de la Crimée aux dépens de l'Ukraine.
- Dès lors, dans quelle mesure la période 1991-2024 est celle d'une **réaffirmation de la Russie sur la scène régionale et internationale, au moyen d'une politique étrangère d'abord conciliante avec le reste du monde, puis interventionniste et agressive depuis 2013-2014 ?**
- Annonce du plan

I. La Russie de Boris Eltsine : une politique étrangère conciliante, mais des ambitions sur l'étranger proche se dessinent.

A. Le choix de l'insertion dans le système occidental et du multilatéralisme

- La Russie n'est pas source de blocage à l'ONU, cf. soutien aux Occidentaux de l'URSS lors de la guerre du Golfe (1990-1991), ce qui contraste avec l'attitude de l'URSS pendant la Guerre froide. Fin de l'obstruction au conseil de sécurité de l'ONU par usage du veto (Somalie, Yougoslavie...)
- La Russie donne des gages aux États-Unis sur la question nucléaire : START I (1991), START II (1993, même si non appliqué), ratification du TICE (1996, non

ratifié par les EU).

- Adhésion au FMI (1992) *commenter*
- Partenariat avec l'UE (1994) *commenter* + visite Chirac 1997
- Acte fondateur OTAN-Russie (1997)
- Intégration dans le G7 devenu G8 (1997), *commenter*

B. Une affirmation régionale, sur « l'étranger proche » (Kozyrev)

CEI, puis guerre en **Georgie**, 1992-1993, pour le contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ; en **Moldavie** pour la Transnistrie, 1992, des conflits gelés qui laissent planer une menace, une politique étrangère vigilante et active sur ces ex-Républiques de l'URSS. Des territoires non reconnus comme États par la communauté internationale. Or, Europe de l'Est : enjeu géopolitique pour les Occidentaux, cf. vues ou avancées de l'OTAN et de l'UE vers les PECO.

C. L'alliance avec la Chine, l'ambiguïté avec les Occidentaux

- 1996, traité avec la Chine. Rappeler rapidement l'état des relations entre les deux pays. Un rapprochement-tournant dans la politique étrangère russe, fondé sur un discours anti-américain, cf. déclaration de B. Eltsine : « Nos deux pays coopéreront pour un nouvel ordre international. Il ne faut laisser à personne le monopole du monde».
- Une **attitude ambiguë pendant la guerre du Kosovo (1999)**, cf. épisode de l'aéroport de Pristina et humiliation pour l'OTAN. Dès lors, le nouveau dirigeant Vladimir Poutine présente la guerre du Kosovo comme un exemple d'interventionnisme outrancier, voire illégal, des Occidentaux.

II. Vladimir Poutine et l'impératif de réaffirmation de la place de la Russie dans le monde.

A. Des gages renouvelés envers les Occidentaux, l'insertion renforcée sur la scène internationale, une volonté de peser sur les affaires mondiales.

Engagement renouvelé sur la question nucléaire : traité SORT de réduction des arsenaux nucléaires, 2000 ; NEW START en 2010 (Medvedev, mais Poutine tient les rênes du pays)

Vote à l'ONU pour l'intervention en Afghanistan (2001), ratification du protocole de Kyoto (2004), adhésion à l'OMC (2012), participation au G8 (jusqu'en 2014), Russie partie prenante des accords de Vienne sur le nucléaire iranien (2015). *Commenter*

Volonté d'attirer des IDE, avec des ZES, *soft power* **via** les événements sportifs (Sotchi 2014, organisation obtenue en 2007 ; coupe du monde de football, obtenue en 2010 pour l'organisation en 2018).

B. Des partenariats régionaux élargis et approfondis

Traité d'amitié avec la Chine, 2001, complété par la participation à l'OCS, 2001

CSTO, 2002, organisation à vocation politico-militaire qui regroupe autour de la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan.

BRICS, premier sommet en 2009 (et d'ailleurs à Iekaterinbourg, en Russie).

C. Le maintien de la pression sur l'étranger proche

Présence russe maintenue en Transnistrie, en Ossétie du Sud et en Abkhazie.

Intervention militaire en Géorgie en 2008.

III. Depuis 2013 : une politique étrangère offensive, la dégradation de la relations avec les Occidentaux.

A. L'intervention en Syrie, un tournant vers une politique étrangère agressive et anti-occidentale (2013).

C'est la première intervention militaire de la Russie en dehors des frontières de l'ancienne Union soviétique depuis la guerre d'Afghanistan (1979-1989).

Expliquer les circonstances de l'intervention, soutien russe au dictateur Bachar el-Assad.

B. Les ambitions russes sur l'Ukraine (2014, 2022)

Annexion de la Crimée en 2014, *expliquer et commenter*. Rupture avec les Occidentaux, Russie sanctionnée (sanctions économiques, exclusion du G8).

S'ensuit la guerre du Donbass, guerre hybride opposant, d'avril 2014 à février 2022, le gouvernement ukrainien à des séparatistes pro-russes et à la Russie.

Début de la guerre en Ukraine en février 2022, toujours en cours.

C. Une politique étrangère qui redéfinit ses priorités

- Priorité au *hard power* : donner des chiffres sur la croissance du budget militaire russe (*voir cours*), renforcement du cyber, du recours aux milices privées (*voir cours*), réactivation de la menace nucléaire, 2023 retrait TICE et *New Start*.
- Priorité à l'axe Pékin-Moscou parallèlement à la rupture avec les Occidentaux. Cf. discours commun aux JO de Pékin, février 2022 (*préciser sur son contenu, voir cours*).
- Ambitions africaines, cf. présence russe au Mali par exemple, dans le Sahel.
- Divergence sur les valeurs défendues par les Occidentaux : renforcement de la dictature, infractions au respect des droits humains (Anna Politkovskaïa, Alexis Navalny), ingérences ou soupçons d'ingérence dans les élections occidentales, EU 2016, France 2017.

Conclusion

- Une politique étrangère qui passe du multilatéralisme et de la conciliation avec les Occidentaux, au sortir de la Guerre froide, à l'affirmation d'ambitions unilatérales et au choix de l'alliance avec les dictatures (Chine, Syrie, Talibans...). Emploi de la force et priorité donnée au *hard power* s'imposent progressivement au cœur de la politique étrangère russe, particulièrement sous Vladimir Poutine, à partir de 2013-2014.
- Ouvertures possibles : attaque de l'EI-K en mars 2024, conséquence du soutien russe aux Talibans ; mandat d'arrêt de la CPI contre Vladimir Poutine, en mars 2023. Le président russe « est présumé responsable » de crimes de guerre en Ukraine pour la déportation d'enfants de zones occupées d'Ukraine vers la Fédération de Russie.